

# Editorial

A quelques semaines de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, *Documents* et *Dokumente* se devaient de consacrer le dossier commun de cette édition à l'Europe. Plutôt que de se lancer dans des spéculations sur ce que la France peut faire ou pas avec ses 26 partenaires entre le 1<sup>er</sup> juillet et la fin de l'année 2008, les deux revues ont choisi de jeter tout d'abord un regard en arrière sur la présidence que l'Allemagne a assumée au cours du premier semestre de 2007, alors que l'Union fêtait les cinquante ans des Traités de Rome. L'histoire de la Déclaration de Berlin, présentée par la chancelière Angela Merkel le 25 mars 2007, est un exemple de langages et de concertations diplomatiques, sans lesquels l'Europe ne peut avancer dans la sérénité. L'hommage rendu par Nicolas Sarkozy à Angela Merkel lors de la remise du Prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle le 1<sup>er</sup> mai dernier s'inscrit dans la droite ligne de cette reconnaissance unanime de ténacité et d'habileté, sans qu'il ne gomme pour autant les commentaires parfois abusifs, mais toujours attentifs qui tendraient à prouver que le moteur franco-allemand, s'il existe bel et bien, a parfois des ratés lorsqu'on oublie de l'alimenter en carburant approprié.

Ce n'est pas nouveau : la récente parution du deuxième tome du manuel d'histoire franco-allemand, consacré à la période « *très difficile* » (dixit le groupe d'auteurs) de 1815 à 1945, traduit, s'il en était besoin, la nécessité d'analyser sans préjugés l'histoire des deux pays, qui est aussi l'histoire de l'Europe.

Mais de quelle Europe est-il question, lorsqu'on prononce son nom ? L'Europe des 27 n'est qu'une des nombreuses formes de coexistence choisies par les Européens pour travailler ensemble et faire en sorte que la société civile

puisse profiter d'une véritable Europe des relations humaines. Et ces diverses conceptions de l'Europe, réalisées en fonction de valeurs communes, ont une histoire et une philosophie parfois différentes de celles de l'Union européenne. C'est vrai pour la politique de défense, à l'heure où Paris envisage de réintégrer la structure militaire de l'Organisation de l'Alliance atlantique (OTAN). C'est vrai aussi pour la politique spatiale, pour laquelle les 27 pays membres de l'Union européenne se donnent pour la première fois avec le traité modifié de Lisbonne une compétence que ni les Traités de Rome en 1957, ni le Traité de Nice en 2001 ne lui accordaient. Quel beau symbole d'ailleurs qu'au moment où l'espace européen prenait forme, un Français et un Allemand séjournaient ensemble dans la station spatiale internationale pour y installer un laboratoire de recherche européen !

L'Europe a besoin de symboles, tout autant que la relation franco-allemande qui craint plus que jamais que la routine, signe de succès indéniable du dialogue entre les deux pays, ne fasse oublier l'importance de ce carburant franco-allemand pour la machine européenne. Ce n'est pas sans fierté que le Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.) et la *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit* (GÜZ) ont salué l'initiative de l'ambassadeur de France à Berlin de donner au Prix qu'il décerne depuis trois ans à une association franco-allemande d'Allemagne le nom de Joseph Rovon (1918-2004), ancien président du B.I.L.D. et grande figure de la réconciliation franco-allemande. Ce Prix, qui met en valeur les efforts de la société civile à l'échelle locale ou régionale, montre que si Français et Allemands sont en mesure de travailler ensemble dans l'espace ou de définir ensemble les grandes lignes de la sécurité et de la paix, il convient de rester les pieds sur terre. Et tous ceux qui estiment que la construction européenne est encore trop lente pourront se consoler en constatant dans ce dossier qu'une autre Europe a du mal à se mettre en place – celle des trains à grande vitesse. Un symbole ?

Gérard Foussier